

[lundi 9 janvier 2017](#) / par [Michaëlle JEAN, Secrétaire générale de la Francophonie](#)



## **Tribune de Michaëlle JEAN : Quel avenir pour la Francophonie ?**

Ce qu'il faut retenir du XVIème Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Antananarivo, Madagascar, c'est que *la Francophonie est résolument inscrite dans le monde, avec ses urgences, ses défis et ses menaces nouvelles.*

**Le monde bouge, la Francophonie aussi.** Le changement est en marche et rien ne saurait l'arrêter car la Francophonie renierait l'esprit de Niamey, trahirait le projet de ses pères fondateurs si elle devait faire abstraction de la montée en puissance du terrorisme et de la radicalisation extrême, de l'aggravation des inégalités, du taux scandaleusement élevé et potentiellement explosif du chômage des jeunes, du non accès tout aussi scandaleux et économiquement pénalisant des femmes à l'emploi et aux responsabilités, du nombre jamais égalé, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, de réfugiés et de déplacés, de persistance de crises et de conflits intra étatiques, de la dégradation de l'état de notre planète. C'est la stabilité du monde et de l'espace francophone qui sont en jeu. Tous nos pays sont concernés, certains plus cruellement frappés que d'autres, et c'est là que doit trouver à s'exprimer, aussi, la solidarité qui est au fondement de notre communauté.

**Les deux dernières années ont été des plus éprouvantes.** Du Liban au Canada, de la France au Tchad, de la Tunisie au Niger, du Burkina Faso au Maroc, de la Belgique au Mali, de la Côte d'Ivoire à l'Ukraine, du Cameroun à l'Égypte, de la République démocratique du Congo à la Suisse et à la République Centrafricaine, nous avons été endeuillés par des actes de terreur horribles et des attentats des plus meurtriers. Menaces asymétriques, terrorisme, protection de nos territoires et populations, nécessité d'une mutualisation de nos expériences,

de nos expertises, de nos capacités, de nos renseignements, de nos ressources en matière de sécurité : il en a été abondamment question au Sommet d'Antananarivo. Quelques jours plus tôt, j'intervenais sur toutes ces urgences au Conseil de sécurité des Nations Unies, une première pour un secrétaire général de la Francophonie. Je livrais aussi le même plaidoyer en faveur de stratégies plus concertées, plus inclusives, plus adaptées et mieux coordonnées, à la Conférence internationale réunie à Paris sur les opérations de maintien de la paix en environnement francophone. L'occasion d'annoncer la création de l'Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, un partenariat entre le ministère français de la Défense, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Canada et la Belgique.

**Nous sommes directement frappés aussi par le drame de ces milliers de migrants** livrés à eux-mêmes et à la mort, dans le désert et en Méditerranée. La Francophonie rassemble des pays de départ, de transit, de destination et d'accueil. De la construction de murs aussi indignes que dérisoires, des politiques de quotas âprement et égoïstement négociées, de la nécessité d'agir sur les causes de ces exodes du désespoir autant que sur les conséquences de ces tragédies, il a aussi été question lors du Sommet.

Nous nous sommes également penchés sur le **nombre record de missions politiques déployées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) ces derniers mois** : plus d'une cinquantaine, ardues et constantes, dans plusieurs Etats membres où les tensions électorales font rage, où il faut tout engager pour prévenir et résoudre des conflits, pour favoriser le rétablissement et la consolidation de la paix, pour accompagner l'enracinement de la démocratie et de l'Etat de droit, pour veiller au respect des droits et des libertés là où ils sont bafoués.

**Le thème judiciaire et d'actualité, choisi par Madagascar pour ce Sommet, "Croissance partagée et développement responsable : les conditions de stabilité du monde et de l'espace francophone "** exigeait également que nous fassions le point sur notre choix de nous imposer, là où l'on ne nous attendait pas toujours, comme par exemple, dans le soutien à l'entrepreneuriat, à l'innovation et à la création d'emplois pour les femmes et les jeunes dans le cadre d'une vigoureuse stratégie économique et numérique que nous engageons avec pragmatisme et souci de résultats, au plus près des collectivités. L'impossibilité pour des dizaines de millions de garçons et surtout de filles d'accéder à une éducation et une formation de qualité, l'impossibilité pour des dizaines de millions femmes et de jeunes d'accéder à des emplois pérennes et décents, le chômage chronique sont un tel scandale et une telle calamité, que nous sommes plus résolus que jamais à multiplier et à mutualiser les efforts pour agir sur ces fléaux.

Nous avons donc fait le choix d'un multi partenariat, ouvert à toutes les énergies et à toutes les synergies, en mobilisant partout le secteur privé, les acteurs économiques, les entrepreneurs, en nous rapprochant aussi stratégiquement de partenaires internationaux partageant les mêmes objectifs. Ainsi, de nombreux accords de partenariat ont été signés durant ces deux dernières années, et dans le cadre même du Sommet.

**Nous avançons également en nous appuyant comme jamais sur l'expertise diversifiée et complémentaire de tous les acteurs de la Francophonie** : sur les équipes de l'OIF à Paris, de son Institut pour le développement durable à Québec, de son tout récent Institut pour l'Éducation et la formation à Dakar ; sur les équipes de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, de l'Agence universitaire de la Francophonie, de l'Association internationale des maires francophones ; de l'Université Senghor d'Alexandrie ; de TV5 Monde ; des

Conférences des Ministres de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports ; sur nos réseaux institutionnels, nos réseaux professionnels et d'experts, nos réseaux de femmes et de jeunes.

**Nous avons aussi fait le choix de continuer de capitaliser sur la vigueur de la Francophonie des peuples**, à travers l'engagement de très nombreuses organisations internationales non gouvernementales et de la société civile qui répondent avec enthousiasme.

**Nous avons fait le choix, enfin, de miser sur la jeunesse.** Nous agissons avec et pour les jeunes, qui ont, et c'est du jamais vu, répondu par millions et dans tout l'espace francophone, à l'initiative "Libres ensemble" lancée en mars dernier et qui, en l'espace de quelques mois, est devenue un mouvement international forgé par les jeunes pour tisser des liens solidaires à travers les arts, la culture, l'éducation, l'économie, avec une volonté d'entreprendre des initiatives citoyennes, de faire bouger les lignes pour un monde plus juste, plus éthique, plus stable, et durable. Les jeunes sont venus le dire avec des mots poignants, percutants, lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet d'Antananarivo, au village de la Francophonie, et dans une Déclaration qu'ils ont déposée entre les mains des chefs d'Etat et de gouvernement. En les entendant, en les voyant à l'œuvre sur le terrain, nous avons la certitude que la Francophonie fait le bon choix de les impliquer comme faisant partie des solutions.

Tout cela, nous le réalisons avec **le formidable trait d'union qu'est la langue française que nous avons en partage et que nous défendons**, bec et ongles, **au sein des organisations internationales.** Ce Sommet a ainsi été aussi l'occasion de faire le point sur les reculs constatés et de voir comment redoubler de volontarisme et de stratégies dans le combat pour l'utilisation du français dans les enceintes multilatérales, mais aussi en faveur du multilinguisme pour le respect de l'intégrité linguistique des peuples et la valeur inestimable de leur pleine participation.

Avec tous les pays de la Francophonie dont le français n'est pas langue officielle, nous avons renforcé le pacte linguistique et de coopération pour l'enseignement plus largement encore du français et en français, non seulement dans les programmes éducatifs, mais aussi dans la formation de leurs diplomates et fonctionnaires de l'administration publique.

Des moyens importants sont mobilisés pour **le nouvel Institut de la Francophonie pour l'Éducation et la Formation** avec un accent prioritaire placé dans la formation de plus de 100 000 nouveaux maîtres et formateurs, notamment en Afrique francophone.

En récoltant les premiers fruits de nos moissons, en mesurant les résultats concrets, tangibles, auxquels nous sommes parvenus depuis deux ans, nous avons la certitude que la Francophonie a fait les bons choix, en prise directe avec les urgences et les défis du monde, avec un plaidoyer vigoureux, avec sa force de proposition et d'action, celle de toutes nos solutions et de tous les possibles.

Le changement est en marche, tout l'exige, tout nous donne raison. Nous abordons l'année 2017 avec confiance, ambition et audace.

Michaëlle Jean Secrétaire générale de la Francophonie.